

Point de Presse du Conseil d'Etat

30 juin 2011

La version Internet fait foi

M. Mark Muller, président du Conseil d'Etat

Mme Isabel RoCHAT, conseillère d'Etat

Mme Anja Wyden GuelPa, chancelière d'Etat

Sommaire

Genève-Confédération	5
Soutien à la création d'un fonds pour l'exploitation, l'entretien et l'aménagement de l'infrastructure ferroviaire	5
Genève approuve la révision partielle de l'ordonnance sur la chasse.....	5
Genève favorable à une hausse du prix de la vignette autoroutière	6
Prescriptions renforcées et meilleure information sur la consommation d'appareils électriques	6
Modification de l'ordonnance sur les services de télécommunication	7
Médecine de base : Genève favorable au contre-projet direct à l'initiative populaire «Oui à la médecine de famille»	7
Genève	8
Réorganisation de la police: présentation des conclusions du groupe d'experts	8
Sinistre à Laconnex : ouverture d'une procédure disciplinaire	9
Acquisition d'un bâtiment industriel remarquable dans le PAV	9
Le système d'information de l'eau est opérationnel	10
Renaturation des cours d'eau : sécurité contre les inondations et accès facilité.....	10
Premiers sites genevois classés au Patrimoine mondial de l'humanité	11
Nouvel aménagement du réseau des transports publics.....	12
Plan de mobilité de l'administration cantonale : extension prévue dès 2012	12
Agenda 21 pour Genève : programme pour les années 2011-2014	13
Approbation des comptes 2010 de la Fondation d'aide aux entreprises	13
Extension de la convention collective pour la retraite anticipée dans la métallurgie du bâtiment	14
Part cantonale du bénéfice de la Loterie romande : 3 ^e attribution 2011 et nominations	14
Fonds drogue : aides financières accordées à la lutte contre la drogue et à la prévention de la toxicomanie	15
Aide financière à la Ligue genevoise contre le rhumatisme	15
Soutien des collectivités publiques à la formation de la relève du football genevois	16
Adaptation du règlement relatif à l'édition de la Feuille d'avis officielle	16
Mise à jour de règlements partiellement obsolètes.....	16

Rapports d'activité des commissions officielles	17
Agenda des invitations à la presse	18

Genève-Confédération

Soutien à la création d'un fonds pour l'exploitation, l'entretien et l'aménagement de l'infrastructure ferroviaire

Le Conseil d'Etat a répondu à la consultation fédérale sur le projet de financement et d'aménagement de l'infrastructure ferroviaire (FAIF) à titre de contre-projet à l'initiative dite «pour les transports publics».

De manière générale, le gouvernement genevois accueille très favorablement le principe de création d'un fonds dédié au financement, à l'exploitation, à l'entretien et à l'aménagement de l'infrastructure ferroviaire. A ce titre, le Conseil d'Etat se réfère dans les grandes lignes à la position de la Conférence des directeurs cantonaux des transports publics (CTP), et souligne que des moyens complémentaires devront être prévus pour financer les projets prioritaires pour Genève.

Dans sa réponse au Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication, le Conseil d'Etat insiste sur les enjeux ferroviaires majeurs pour le canton, comme par exemple l'accroissement de la capacité du nœud de la gare de Cornavin.

Le gouvernement rappelle aussi que le Grand Conseil a voté en janvier 2011 une loi finançant le trafic d'agglomération à hauteur de 320,63 millions de francs, ainsi qu'une loi sur le développement des infrastructures ferroviaires allouant 169 millions de francs au financement et au préfinancement d'études et de réalisations d'infrastructures ferroviaires entre Lausanne et Genève-Aéroport.

Tout en marquant ainsi sa volonté de participer activement à la planification et au développement des infrastructures de transport de son agglomération, le canton de Genève attend une participation accrue de la Confédération au financement de ce nouveau fonds ferroviaire.

Le Conseil d'Etat souligne enfin qu'une vision globale du coût et du financement de la mobilité tant routière que ferroviaire est indispensable.

Pour tout complément d'information: M. Pierre Alain Girard, secrétaire général adjoint chargé de l'équipement, DCTI, ☎ 022 546 60 73.

Genève approuve la révision partielle de l'ordonnance sur la chasse

Le Conseil d'Etat a répondu à la procédure de consultation relative à la révision partielle de l'ordonnance sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages lancée par le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication.

Le gouvernement salue l'excellent travail fourni par l'office fédéral de l'environnement et relève avec satisfaction que les responsables cantonaux ont été régulièrement tenus informés de l'évolution du projet.

Sur le fond, le gouvernement approuve globalement les modifications proposées, en particulier la volonté de garantir des zones de tranquillité à la faune sauvage et de renforcer les moyens visant à faire accepter le retour des grands prédateurs.

Pour toute information complémentaire : M. Gottlieb Dändliker, inspecteur cantonal de la faune et de la pêche, direction générale de la nature et du paysage, DIM, ☎ 022 388 55 01.

Genève favorable à une hausse du prix de la vignette autoroutière

Le Conseil d'Etat a répondu à une consultation fédérale portant sur la modification de la loi sur la vignette autoroutière dans le cadre de l'adaptation de l'arrêté fédéral sur le réseau des routes nationales. Il est favorable à l'augmentation du prix de la vignette à 100 francs pour une année et à 40 francs pour deux mois.

Le gouvernement estime que cette augmentation permettra à la Confédération d'assumer ses obligations concernant l'exploitation, l'entretien et l'aménagement des routes nationales, en tenant compte des 400 kilomètres supplémentaires de liaisons autoroutières prévus dans le nouvel arrêté sur le réseau des routes nationales.

Dans son courrier, le Conseil d'Etat a également rappelé à Madame Doris Leuthard, conseillère fédérale chargée du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication, les besoins urgents du canton de Genève de voir se développer le réseau des infrastructures routières, parallèlement au réseau des transports publics. Dans ce cadre, la traversée du lac et le contournement est de Genève revêtent une importance primordiale pour éliminer le goulet d'étranglement de l'autoroute de contournement actuelle.

Pour toute information complémentaire: M. Pierre Steiner, chef de projet Traversée du lac, office du génie civil, DCTI, ☎ 022 546 63 08.

Prescriptions renforcées et meilleure information sur la consommation d'appareils électriques

Le Conseil d'Etat a répondu à l'audition lancée par le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication concernant une modification des prescriptions d'efficacité des appareils électriques. Cette modification reprend la réglementation européenne. Elle introduit des nouvelles prescriptions pour trois catégories supplémentaires d'appareils: les téléviseurs, les pompes à chaleur et les tubes fluorescents. Elle définit également de nouvelles classes d'efficacité pour les appareils électroménagers tels les réfrigérateurs congélateurs et machines à laver.

Le Conseil d'Etat approuve ces nouvelles prescriptions. Il rappelle que les étiquettes-énergie sont nécessaires pour informer le consommateur et l'inciter à choisir les appareils les plus efficaces. Cependant, le Conseil d'Etat regrette la suppression d'une date butoir pour l'écoulement des stocks d'appareils inefficaces et demande par conséquent au Conseil fédéral de réintroduire un tel délai transitoire.

Pour toute information complémentaire : M. Olivier Epelly, directeur du service de l'énergie, DSPE, ☎ 022 327 93 65.

Modification de l'ordonnance sur les services de télécommunication

Le Conseil d'Etat a répondu à une consultation relative à une modification de l'ordonnance sur les services de télécommunication lancée par le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication. Le gouvernement soutient les propositions de la Confédération visant l'amélioration de l'offre Internet à large bande dans le cadre du service universel avec notamment l'abaissement du prix plafond à 55 francs contre 69 francs actuellement. Il estime en revanche que le blocage des accès aux services téléphoniques à caractère érotique et pornographique (numéros 0906, SMS & MMS), tel qu'il est projeté, est nettement insuffisant et demande que la Confédération examine d'autres propositions visant la protection effective des mineurs, à l'occasion de la prochaine modification de l'ordonnance sur les services de télécommunications.

Enfin, le Conseil d'Etat regrette que le Conseil fédéral n'ait pas saisi l'occasion de cette modification pour y intégrer des propositions en lien avec les services de *roaming* et leur coût exorbitant pour les consommateurs suisses.

Pour toute information complémentaire : Mme Emanuela Dose Sarfatis, direction générale des affaires économiques, DARES, ☎ 022 546 88 59.

Médecine de base : Genève favorable au contre-projet direct à l'initiative populaire «Oui à la médecine de famille»

Le Conseil d'Etat a répondu à la consultation lancée par le Département fédéral de l'intérieur relative au contre-projet direct à l'initiative populaire « Oui à la médecine de famille ».

Ayant à cœur de promouvoir la médecine de premier recours, le gouvernement genevois est favorable au contre-projet direct qui garantit, en l'inscrivant dans la Constitution, une médecine de base de haute qualité et accessible à tous, dont la médecine de famille est une composante.

Le Conseil d'Etat souhaite en revanche une meilleure définition de ce qu'est la médecine de base, tenant compte des mutations observées dans cette profession. En revanche, il n'est pas favorable à l'initiative populaire visant à ancrer, au niveau constitutionnel, une médecine de famille qui serait le point d'entrée obligatoire pour l'accès aux soins.

Pour toute information complémentaire : M. Jacques-André Romand, médecin cantonal, direction générale de la santé, DARES, ☎ 022 546 50 00.

Réorganisation de la police: présentation des conclusions du groupe d'experts

Le Conseil d'Etat a pris connaissance des conclusions du groupe d'experts concernant la réorganisation de la police cantonale genevoise intitulé, projet intitulé PHENIX.

Les conclusions des travaux du groupe d'experts institué par le Conseil d'Etat sont les suivantes:

- Vision et stratégie: les travaux menés par les groupes de travail et les entretiens avec les partenaires, confirmés par le sondage auprès de la population et la consultation auprès du corps de police, ont notamment mis en évidence la nécessité de renforcer la présence de proximité et la capacité d'intervention, de clarifier la répartition des missions et d'assurer des effectifs suffisants. Sur cette base, la police cantonale dispose désormais d'une nouvelle vision et stratégie.
- Organisation : le contexte externe ayant grandement évolué ces dernières années, le rapport propose une redéfinition des missions et prestations de la police en fonction des nouveaux besoins de la population genevoise. Concrètement, il préconise la création d'une organisation basée sur les prestations, avec cinq unités opérationnelles distinctes dotées de structures de conduite propres (police de proximité, police secours, police circulation, police judiciaire, sécurité de l'aéroport et du milieu diplomatique).
- Formation : recrutement commun et école de police unique, à terme, pour répondre au besoin de collaboration au sein de la police cantonale genevoise. Cette démarche vise également à renforcer l'esprit de corps et à favoriser la mobilité interne.

En outre, le groupe d'experts préconise un renforcement de la coordination entre le Conseil d'Etat et le Ministère public par le biais d'un plan quadriennal de sécurité publique et de politique criminelle. Il recommande également la mise en place d'instruments d'évaluation des activités de la police.

Ces conclusions représentent la première étape d'un processus déterminant pour la sécurité à Genève. Elles constituent le socle de la réorganisation qui devra se concrétiser sous la forme d'une nouvelle loi sur la police. Un dispositif d'accompagnement, visant à assurer la mise en œuvre opérationnelle, sera développé.

Comme prévu, la première étape de PHENIX s'achève ce mois-ci. La réorganisation pourra pleinement déployer ses effets dès 2014.

Pour toute information complémentaire : Mme Isabel Rochat, conseillère d'Etat, par l'intermédiaire de Mme Yvette Renard, DSPE, ☎ 022 327 92 06.

Sinistre à Laconnex : ouverture d'une procédure disciplinaire

Le Conseil d'Etat, en sa qualité d'autorité de surveillance des communes, a décidé d'ouvrir une enquête disciplinaire à l'encontre de M. Hubert Dethurens, maire de la commune de Laconnex.

En effet, lors d'un incendie qui s'est produit à Laconnex le 23 juin 2011, le maire de la commune a ordonné à la compagnie de sapeurs-pompiers volontaires de la commune de ne pas entrer en intervention pour prendre la relève du service d'incendie et de secours (SIS), alors qu'elle en était requise par le chef d'intervention du SIS sur place, en violation des prescriptions régissant l'intervention en matière de sinistres.

Par ailleurs, il ressort des rapports de la sécurité civile, du SIS et de la police que le maire de Laconnex n'a de surcroît pas obtempéré aux instructions des responsables d'intervention, ni à ceux de la sécurité civile, autorité de surveillance en la matière.

La loi sur l'administration des communes prévoit que « les conseillers administratifs, maires et adjoints qui enfreignent leurs devoirs de fonction imposés par la législation, soit intentionnellement, soit par négligence ou imprudence graves, sont passibles de sanctions disciplinaires ».

Le Conseil d'Etat a désigné en son sein une délégation chargée d'instruire cette procédure disciplinaire et de soumettre au Conseil d'Etat des propositions, après avoir entendu l'intéressé.

A ce stade, aucune autre information relative à cette procédure ne sera communiquée.

Acquisition d'un bâtiment industriel remarquable dans le PAV

Le Conseil d'Etat a approuvé l'acte de vente du bâtiment situé au 45 route des Acacias, conclu entre l'Etat de Genève et SICLI Matériel Incendie SA pour un montant de 7 millions de francs.



D'une superficie de 3789m², la parcelle accueille un immeuble de type industriel de 1519 m² ainsi qu'un parking de 259 m². L'Etat étant propriétaire du terrain, le droit de superficie accordé à l'entreprise SICLI prendra fin au 31 décembre 2011, date à laquelle les parties ont convenu que l'entreprise libérerait au plus tard les lieux, SICLI ayant décidé dans le cadre de son développement de se réimplanter en périphérie de la ville de Genève dans des locaux mieux adaptés à ses nouveaux besoins.

L'immeuble concerné revêt une importance stratégique pour l'Etat. Il est en effet situé dans le périmètre du projet Praille Acacias Vernets (PAV), appelé à connaître un important développement urbanistique dans les prochaines années.

Ce bâtiment comprendra des espaces publics à vocation culturelle. Il est notamment prévu d'y installer un café, des bureaux, un espace transformable pour des conférences, événements, expositions ainsi que des ateliers d'artistes et une salle dédiée aux activités nocturnes.

Construit en 1969, l'édifice est l'un des bâtiments industriels les plus remarquables du canton. On le doit à l'ingénieur bernois Heinz Isler (1926-2009), l'un des spécialistes mondiaux des bâtiments en voile mince en béton – dont il a réalisé près de 1500 exemplaires, un type de structure légère et élancée. Parmi d'autres exemples de structures architecturales dans le monde, on peut citer le CNIT la Défense à Paris ou le terminal TWA à JFK New York.

Pour toute information complémentaire: M. Mark Muller, président du Conseil d'Etat, chargé du département des constructions et des technologies de l'information, en contactant M. Laurent Forestier, secrétaire général adjoint responsable de la communication, DCTI, ☎ 022 327 94 12 ou 079 240 83 67.

Le système d'information de l'eau est opérationnel

Le Conseil d'Etat a approuvé le bouclage de la loi 8130, ouvrant un crédit d'investissement autofinancé pour le développement du domaine EAU du système d'information du territoire genevois (SITG). Les objectifs fixés par la loi en 2000 ont été largement atteints. Le projet a coûté un peu plus de 1 million de francs, soit 35% de moins qu'initialement prévu.

L'objectif principal du projet était de doter les services de l'administration d'un système d'information commun, dénommé le « SI-Eau », leur permettant d'assurer une vision intégrée des différents domaines d'activités en rapport avec la gestion des eaux naturelles et usées.

Les données de base pour chacune de ces thématiques ont été modélisées, saisies puis intégrées dans la base de données spatiales du SITG, dans laquelle elles sont exploitées et restituées sous diverses formes (cartes, rapports, simulation, etc.), soit par des outils spécifiquement développés, soit par des logiciels du marché.

Le système d'information de l'eau est constitué de plus de 90 couches d'information couvrant des thématiques aussi variées que la qualité des eaux, les aménagements et l'entretien des cours d'eau, les dangers d'inondation et d'érosion des berges, le réseau d'assainissement, les réserves d'eau potable et bien d'autres.

Ces données sont exploitées en support à une meilleure concertation lors de prises de décision. Ainsi, le SI-Eau constitue aujourd'hui la base de connaissance indispensable pour la gestion des eaux et est, de fait, l'un des systèmes d'information piliers pour l'environnement dans la région genevoise. Sa mise en œuvre progressive a permis de rassembler les nombreux métiers de la gestion des eaux (ingénieurs, hydrobiologistes, aménagistes, hydrologues, etc.) autour d'une vision commune et transversale, contrastant avec l'approche sectorielle longtemps caractéristique par le passé. Au niveau transfrontalier, le SI-Eau a également fédéré la mutualisation des données dans le cadre de projets au niveau du bassin de vie genevois, en particulier dans le périmètre du projet d'agglomération franco-valdo-genevois.

Pour toute information complémentaire : M. Markus Kessler, service de l'organisation et des systèmes d'information, DIM, ☎ 022 546 72 80.

Renaturation des cours d'eau : sécurité contre les inondations et accès facilité

Le Conseil d'Etat a approuvé et remis à l'attention du Grand Conseil son rapport sur le quatrième programme de renaturation des cours d'eau du canton, qui se déroulera jusqu'à la fin 2013. Les deux éléments saillants de ce programme 2010-2013 sont les travaux de la troisième étape de renaturation de l'Aire entre Lully et Confignon, qui permettront de sécuriser le quartier de Praille-Acacias-Vernets contre les crues de l'Aire et qui s'étaleront jusqu'en 2013, ainsi que la troisième étape de décanalisation de la Haute-Seymaz dans la région de Puplinge/Choulex, à la hauteur de Champ-Dollon.

Le chantier de l'Aire sera soutenu par une importante subvention de la Confédération, de l'ordre de 10 millions de francs, et celui de la Haute-Seymaz sera intégralement financé par la Fondation Hans Wilsdorf, à hauteur de 2 millions de francs.

Par ailleurs, une série de travaux de renaturation ambitieux seront conduits sur le Foron dans le cadre de la coopération transfrontalière, afin de garantir la sécurité contre les inondations, notamment entre Ambilly et Thônex ou encore à la hauteur du village de Puplinge. Ces opérations visent également à améliorer la qualité des écosystèmes, ainsi qu'à proposer des promenades de qualité pour la population.

Des accès facilités à l'eau ont été réalisés ou sont prévus. Des installations de pontons et d'échelles sur le Rhône en ville, à l'aval du pont Sous-Terre, donnent depuis peu l'occasion au public de profiter davantage de ce site remarquable.

C'est dans ce même esprit qu'a été conduit le projet de réhabilitation de l'embouchure de la Versoix. Suite à la démolition du port de la Bécassine au printemps 2010, une nouvelle plage publique et gratuite a été aménagée, qui s'avère très appréciée.

Conçu pour offrir à la population un nouveau parc de 3,5 hectares au bord de l'eau, le projet de Parc/Plage des Eaux-Vives, dont le financement a été accepté à l'unanimité par le Grand Conseil en décembre 2009, est actuellement bloqué par deux recours pendants. Il permettra également de désencombrer le quai des Eaux-Vives.

Lancé en 1998 suite à la modification de la loi cantonale sur les eaux introduisant le principe de la renaturation des cours d'eau, le vaste chantier de réhabilitation des rivières genevoises se poursuit, avec un accent particulier porté sur la protection des biens et des personnes face aux inondations, ainsi que des accès facilités à l'eau, que ce soit dans le lac Léman ou dans le Rhône.

Pour toute information complémentaire : M. Alexandre Wisard, directeur du service de renaturation des cours d'eau, DIM, ☎ 022 546.74.50.

Premiers sites genevois classés au Patrimoine mondial de l'humanité

Le Conseil d'Etat salue la récente décision du Comité de l'UNESCO de faire figurer au Patrimoine mondial de l'humanité les sites lacustres préhistoriques autour des Alpes. Trois sites palafittiques genevois sont en effet concernés par ce classement: Versoix-Le Bourg, Corsier-Port et Collonge-Bellerive/Bellerive.

Le canton de Genève recèle 15 établissements préhistoriques littoraux. Il se situe dans la moyenne des cantons suisses pour ce qui est du nombre absolu de sites palafittiques connus et conservés, cela malgré l'exigüité de son territoire et la forte urbanisation de ses rives.

Les trois sites classés sont les suivants:

- *Collonge-Bellerive/Bellerive*: site possédant la séquence de couches archéologiques la mieux conservée des rives suisses du Léman attribuée au Bronze final;
- *Corsier-Port*: station possédant des vestiges appartenant à toutes les périodes d'occupations préhistoriques des rives du Léman: Néolithique moyen, Néolithique final, Bronze ancien et Bronze final;
- *Versoix-Bourg*: la plus grande station littorale du Léman, occupée au Bronze final.



Le classement de ces sites par l'UNESCO permettra d'homogénéiser les critères de protection des vestiges et de définir des priorités pour la préservation des établissements les plus riches en termes de données et de connaissances. Des informations complémentaires sur les sites palafittiques genevois sont consultables sur Internet sur le site de l'Université de Genève: <http://anthro.unige.ch/lap/grap/UNESCO-GE>

Rappelons que l'UNESCO a classé le 27 juin dernier 111 sites palafittiques de l'Arc alpin, dont 56 sont situés dans notre pays.

Pour tout complément d'information: M. Pierre Olivier Corboud, adjoint scientifique, laboratoire d'archéologie préhistorique et anthropologie, Faculté des sciences, Université de Genève, DIP, ☎ 078 768 37 21.

Nouvel aménagement du réseau des transports publics

Le Conseil d'Etat a approuvé le nouvel aménagement du réseau des Transports publics genevois (TPG) qui entrera en vigueur le 11 décembre prochain. La mise en œuvre de cette deuxième étape du contrat de prestations 2011-2014 liant les TPG à l'Etat sera marquée par la simplification du réseau de tramways, qui ne comptera plus que 3 lignes au lieu de 7, ainsi que son prolongement jusqu'à Bernex, signant ainsi la fin de l'extension du tram en ville.

Ces modifications de réseau généreront à fin 2012 une croissance de l'offre de 13,3% par rapport à 2011, soit de 23,5% par rapport à l'année 2010, conformément au contrat de prestations 2011-2014, et de 85,3% par rapport à 2002.

Le nouveau réseau de trois lignes de trams – 12 (Moillesulaz-Palettes), 14 (CERN-Meyrin_Gravière -P+R Bernex) et 15 (Nations-Palettes) – offrira une meilleure lisibilité pour l'usager et une fiabilité accrue lors de perturbations, les lignes étant indépendantes les unes des autres. Ce nouveau concept permettra également une meilleure gestion de l'offre de transport et de l'affectation des véhicules, en adéquation avec les demandes des usagers et de l'Etat.

Le réseau de trolleybus sera adapté en fonction du nouveau concept des lignes de tram. Les tracés des lignes 2 et 19 seront modifiés en entrant dans la cité d'Onex. Les lignes 3 et 7 permuteront leur franchissement du Rhône entre le Pont de Bel-Air et le Pont du Mont-Blanc. La ligne 10 depuis Bel-Air aura son terminus au carrefour de Rive dans l'attente d'être prolongée sur les Communaux d'Ambilly (MICA).

Les cadences de l'ensemble des lignes seront améliorées aux heures de pointe et pendant la journée. Le réseau de bus sera également adapté en conséquence et la cadence de 13 lignes sera améliorée aux heures de pointe.

Par ailleurs, en réponse à la pétition pour le rétablissement immédiat de la desserte du tram 17 entre Pont-Rouge et Palettes, le Conseil d'Etat indique que dès décembre 2011 la desserte par tram de l'axe Palettes-Lancy pourra être rétablie à l'identique de la situation en vigueur jusqu'à fin 2008. En effet, le fournisseur de tram est en mesure de livrer de nouvelles rames de façon anticipée pour couvrir les besoins, avec cinq mois d'avance sur la planification prévue.

Lors de premières réflexions, il avait été décidé de mettre en place une offre de transports collectifs complémentaire à l'actuelle ligne de tram 15, à savoir une navette par autobus entre les Palettes et l'Etoile. Toutefois, au vu des nouvelles disponibilités de trams, le Conseil d'Etat a jugé opportun de patienter quelques mois avant de rétablir l'offre de transports par tram uniquement, telle que demandée pour Lancy, dans le cadre de la future ligne 15 (Nations-Palettes).

Une information plus détaillée sur ces changements sera faite à la rentrée.

*Pour toute information complémentaire : M. David Favre, secrétaire général adjoint chargé de la mobilité, DIM,
☎ 022 327 96 05.*

Plan de mobilité de l'administration cantonale : extension prévue dès 2012

Le Conseil d'Etat a validé le « Rapport additionnel portant sur la matérialisation de l'extension du plan de mobilité de l'administration cantonale (PMAC) en janvier 2012 » qui détaille les modalités de mise en œuvre du déploiement du PMAC pour l'ensemble du petit Etat. Cette décision fait suite au Rapport final adopté par le Conseil d'Etat en septembre 2010 ([voir point de presse du 22 septembre 2010](#)) et donne le feu vert à un déploiement prévu dès le 1^{er} janvier 2012.

La première phase de déploiement du PMAC concernera, d'une part, la Vieille Ville (environ 500 personnes) et, d'autre part, la région rue du Stand / rue des Gazomètres et environs, venant ainsi s'ajouter à l'offre déjà en place sur le site de David-Dufour – où une expérience pilote avait été menée entre 2009 et 2010 – afin de compléter la couverture du quartier de la Jonction où le PCMAC touchera environ 1800 personnes.

Le plan de mobilité sera développé progressivement entre 2012 et 2015 sur une dizaine de sites de l'administration du petit Etat en tenant compte prioritairement des besoins des employé-es de l'Etat en matière de mobilité professionnelle.

Le plan de mobilité vise à rationaliser les déplacements professionnels et à favoriser la mobilité douce en offrant aux collaboratrices et collaborateurs une palette de prestations de mobilité complémentaires, destinées à remplacer l'usage des véhicules privés à des fins professionnelles. Cette offre comprend des titres de transports en commun, des vélos, des vélos électriques et l'utilisation partagée de véhicules de service ou Mobility pour les déplacements nécessitant l'usage d'une voiture.

Les prestations du plan de mobilité sont gérées par des centrales de réservations, véritables "services clients" à disposition des collaboratrices et collaborateurs et dont la gestion est confiée à des stagiaires choisis dans la filière Maturité professionnelle commerciale. Une offre de covoiturage, développée avec la société Green Monkeys, est également proposée afin de fournir une alternative économique aux personnes devant se déplacer en voiture pour accéder depuis leur domicile à leur lieu de travail, notamment les pendulaires en provenance de France et du canton de Vaud.

Pour toute information complémentaire : M. Patrick Herzig, chef du projet de mobilité de l'administration cantonale, DIM, ☎ 022 327 21 27 ou 079 215 86 15.

Agenda 21 pour Genève : programme pour les années 2011-2014

Conformément à l'article 4 de la [loi sur l'action publique en vue d'un développement durable](#) (Agenda 21), le Conseil d'Etat a validé le calendrier de législature traduisant, en termes opérationnels, les objectifs fixés dans ladite loi pour les années 2011 à 2014.

Ce document constitue le plan directeur de l'Agenda 21 et fait suite à l'adoption par le Grand Conseil, le 19 novembre 2010, de la version actualisée de la loi sur l'action publique en vue d'un développement durable (Agenda 21).

Le service cantonal du développement durable pilote et coordonne la mise en œuvre de cette loi en étroite collaboration avec le Conseil du développement durable, commission consultative extraparlamentaire, et le comité interdépartemental Agenda 21. Il s'appuie également sur un réseau de partenaires internes et externes à l'administration pour répondre aux besoins de transversalité et d'interdisciplinarité liés à sa mission.

Pour toute information complémentaire: M. Rémy Zinder, directeur du service cantonal du développement durable, DARES, ☎ 22 388 19 44.

Approbation des comptes 2010 de la Fondation d'aide aux entreprises

Le Conseil d'Etat a approuvé les comptes 2010 de la Fondation d'aide aux entreprises (FAE) qui présentent un résultat équilibré conformément aux clauses du contrat de prestations conclu avec l'Etat de Genève pour les années 2008 à 2011 et adopté par le Grand Conseil par le biais de la loi 10265 du 14 novembre 2008.

L'indemnité monétaire de l'Etat de Genève de 4'388 millions de francs a permis d'assurer le fonctionnement opérationnel de la fondation ainsi que la couverture de ses engagements dans le cadre de ses actions de soutien et d'aide aux entreprises genevoises.

Chaque année la fondation traite plus de cent demandes d'aide et accompagne quelque soixante entreprises par le biais de cautionnements, de prises de participations, d'expertises ou d'avances de liquidités contre cession de factures ouvertes. Depuis le démarrage de ses activités opérationnelles, le 1^{er} juillet 2006, la fondation a permis le maintien de plus de 2100 postes de travail à Genève.

Pour toute information complémentaire : M. Dominique Ritter, directeur du service financier, département des affaires régionales, de l'économie et de la santé, DARES, ☎ 022 546 88 32.

Extension de la convention collective pour la retraite anticipée dans la métallurgie du bâtiment

Le Conseil d'Etat a décidé d'étendre le champ d'application de diverses modifications relatives à la rente de base temporaire complète de la convention collective pour la retraite anticipée dans la métallurgie du bâtiment (CCRAMB). Cette extension court jusqu'à l'échéance de la CCT, soit jusqu'au 30 juin 2012.

Par cette extension, le Conseil d'Etat répond à la demande des partenaires sociaux et contribue ainsi à renforcer la paix sociale au sein de cet important secteur. Cette décision permettra de consolider la protection sociale de l'ensemble des travailleurs de la branche. Du point de vue patronal, elle renforce également la loyauté en matière de concurrence, en ce sens que celle-ci ne pourra pas s'exercer au travers de la sous-enchère salariale.

Sur un plan formel, l'arrêté du Conseil d'Etat doit encore être approuvé par le Département fédéral de l'économie avant de pouvoir entrer en vigueur, au plus tôt le 1^{er} septembre 2011.

Pour tout renseignement complémentaire : M. Bruno Giovanola, directeur général, office cantonal de l'inspection et des relations du travail, DSE ; ☎ 022 388 29 29.

Part cantonale du bénéfice de la Loterie romande : 3^e attribution 2011 et nominations

Le Conseil d'Etat a donné son aval aux propositions formulées par l'organe genevois de répartition, lors de la deuxième de ses cinq séances annuelles. Ainsi, 65 institutions à but non lucratif se sont vu attribuer un total de 1'981'550 francs, dont 69% dévolus à la culture. Comme à l'accoutumée, la liste des bénéficiaires ainsi que la destination et le montant de chaque attribution est publiée dans la Feuille d'avis officielle.

Le Conseil d'Etat a également désigné **Mme Valérie MAVRIDORAKIS**, professeure HES en théories de l'art et de l'histoire de l'art contemporain à la Haute Ecole d'Art et de Design (HEAD) de Genève pour siéger au sein de l'organe de répartition dès le 1^{er} juillet 2011 et pour la suite de la législature, jusqu'au 31 mai 2014. Historienne de l'art contemporain, Mme Mavridorakis a soutenu sa thèse de doctorat en 2000 à l'Université Paris 1 - Panthéon Sorbonne, et a enseigné également à l'école cantonale d'art de Lausanne (ECAL) et à l'Université Rennes 2.



Simultanément, le Conseil d'Etat a désigné **M. Bernard FAVRE**, secrétaire général adjoint au département de la solidarité et de l'emploi, à la présidence de l'organe de répartition au sein duquel il siège en qualité de membre depuis le 8 octobre 2010. Il succédera le 1^{er} juillet 2011 à M. Jean-Pierre Rageth, qui a présidé l'organe au cours des vingt dernières années. M. Rageth prend en effet sa retraite après avoir successivement travaillé auprès de l'Hospice général, du service social de la Ville de Genève, puis de l'Etat de Genève où il a notamment occupé la fonction de directeur général de l'action sociale (1990 - 1995) ainsi qu'au sein de la HES-SO pour les domaines santé-social.



Le nouveau président aura notamment pour tâches d'assurer la pérennité de l'action de l'organe de répartition confronté à une progression des demandes de soutien nettement plus forte que celle des recettes. Il devra concrétiser les réformes engagées par son prédécesseur sur le fonctionnement interne de l'organe et ses mécanismes de prévisions financières et de contrôle interne.

L'organe devra simultanément tenir compte des incertitudes sur l'évolution à moyen et à long terme des bénéficiaires de la Loterie romande dans le contexte d'une concurrence croissante avec les acteurs privés de jeux d'argent et des débats aux Chambres fédérales sur le contreprojet à l'initiative populaire « Pour des jeux d'argent au service du bien commun ».

Pour toute information complémentaire : M. Bernard Favre, président désigné de l'organe de répartition des bénéficiaires de la Loterie romande ☎ 022 546 54 10.

Fonds drogue : aides financières accordées à la lutte contre la drogue et à la prévention de la toxicomanie

Le Conseil d'Etat a accordé un montant total de 438'000 francs à neuf entités actives dans le domaine de la lutte contre la drogue et de la prévention de la toxicomanie. Les montants accordés seront prélevés durant les douze prochains mois sur le Fonds drogue qui est alimenté par la moitié des sommes provenant de confiscations ou de dévolutions en rapport avec le trafic des stupéfiants.

Pour toute information complémentaire : M. Vito Angelillo, directeur en charge des politiques d'insertion, direction générale de l'action sociale, DSE, ☎ 022 546 51 64.

Aide financière à la Ligue genevoise contre le rhumatisme

Le Conseil d'Etat a accordé une aide financière d'un montant de 130'000 francs par année à la Ligue genevoise contre le rhumatisme pour les années 2011 à 2014.

Cette aide financière permettra à la Ligue genevoise contre le rhumatisme de proposer des prestations de conseil et d'orientation aux personnes atteintes de maladies ostéo-articulaires ainsi qu'à leur entourage. La ligue propose également une offre de cours et l'organisation de groupes d'entraide favorisant le maintien de la mobilité et la qualité de vie. Cette aide financière s'inscrit dans le cadre de la prestation de promotion de la santé et prévention des maladies non transmissibles.

Pour toute information complémentaire : Mme Elisabeth Débenay, direction générale de la santé, DARES, ☎ 022 546 50 16.

Soutien des collectivités publiques à la formation de la relève du football genevois

Le Conseil d'Etat souhaite renforcer son engagement dans le sport par son soutien au développement d'un projet cantonal de formation de la relève du football genevois. Il charge la délégation du conseil d'Etat au sport, en lien avec les communes concernées, et en particulier la Ville de Genève, de déterminer, en principe d'ici au 31 octobre 2011:

- les conditions de soutien des collectivités publiques à une structure cantonale de formation de la relève du football genevois, qui intègre les besoins des clubs de l'élite et des autres partenaires du football dans le canton;
- les modalités de soutien des collectivités publiques à une telle structure sous la forme d'une aide exceptionnelle en 2011 et d'un contrat de prestations dès 2012;
- les solutions à mettre en œuvre pour répondre aux besoins identifiés en infrastructures dans le cadre d'un plan cantonal de développement des équipements sportifs.

Pour tout complément d'information : M. Olivier Mutter, directeur cantonal du sport, DIP, ☎ 022 546 69 63.

Adaptation du règlement relatif à l'édition de la Feuille d'avis officielle

Le Conseil d'Etat a modifié le règlement relatif à l'édition de la Feuille d'avis officielle (FAO). L'actuel contrat de commercialisation et d'impression de cette publication, éditée à Genève depuis 1753, expire à la fin de l'année 2011.

Dans la perspective de la prochaine adjudication, diverses adaptations ont été apportées au règlement. Ainsi, la FAO, qui est actuellement la seule feuille d'avis cantonale à être publiée trois fois par semaine, verra sa périodicité passer à deux fois par semaine. Par ailleurs, le règlement officialise l'existence de la version numérique de la FAO.

Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, ☎ 022 327 95 00.

Mise à jour de règlements partiellement obsolètes

Poursuivant la mise à jour du droit genevois (voir [points de presse du Conseil d'Etat du 3 mars 2011](#), [du 7 avril 2011](#) et [du 19 mai 2011](#)), le Conseil d'Etat a modifié 19 règlements. Il s'agit d'abroger des bases réglementaires qui ne sont plus appliquées, d'actualiser des renvois à des textes légaux (fédéraux et cantonaux) qui ont changé et de tenir compte de la répartition des compétences entre les départements. Enfin, afin de faciliter la lecture, des titres ont été ajoutés à certaines dispositions.

Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, ☎ 022 327 95 00.

Rapports d'activité des commissions officielles

Le Conseil d'Etat a pris connaissance des rapports d'activité de vingt-trois commissions officielles pour la période du 1^{er} juin 2010 au 31 mai 2011. Conformément à la loi sur les commissions officielles (LCOF), les commissions établissent chaque année avant le 31 juillet leurs rapports annuels d'activité et les remettent au Conseil d'Etat qui les rend publics. Ces rapports sont consultables à l'adresse www.ge.ch/codof/rapports_activite_2010-2014.asp, au fur et à mesure qu'ils sont remis au gouvernement.

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
1 ^{er} juillet 11h00	Labellisation de Port-Choiseul	Port-Choiseul 35, chemin des Graviers 1290 Versoix	DIM	Leyla Rosatti ☎ 022 546 76 14
25 juillet 11h00	Inauguration de l'annexe de Champ-Dollon	22, ch. de Champ-Dollon 1226 Thônex	DSPE DCTI	Yvette Renard (DSPE) ☎ 022 327 92 06 Nicole Bovard Briki (DCTI) ☎ 022 327 94 25 ou 079 240 83 72
26 juillet 14h00	Energie : ambition solaire pour les bâtiments de l'Etat	Ecole de commerce Aimée- Stitelmann 24, route de Base 1228 Plan-les-Ouates)	DCTI DSPE	Grégoire Pralong (DSPE) ☎ 022 546 76 13 Nicole Bovard Briki (DCTI) ☎ 022 327 94 25 ou 079 240 83 72